

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SOUDAN DU SUD

20 février 2014

Faits saillants

- En 2013, en dépit des inondations et de l'insécurité qui ont sévi par endroits, les précipitations généralement bénéfiques et l'absence d'invasions majeures de ravageurs et de maladies ont favorisé la production céréalière dans le secteur agricole traditionnel du Soudan du Sud.
- Ainsi, la superficie céréalière totale du secteur traditionnel a augmenté d'environ 2,8 pour cent, débouchant sur une production céréalière nette estimée à près de 892 000 tonnes, soit environ 13 pour cent de plus que les estimations révisées de 2012 et 22 pour cent de plus que la moyenne des cinq années précédentes.
- Dans l'État du Haut Nil, la production céréalière nette du secteur mécanisé à grande et petite échelles, qui pratique l'agriculture pluviale, est estimée à 57 000 tonnes, faible volume qui s'explique par le recul de la superficie ensemencée et le démarrage tardif des pluies.
- L'état du bétail est généralement bon en raison des disponibilités suffisantes de pâturages et d'eau.
- Les prix des céréales produites localement sont en recul sur la plupart des marchés depuis août 2013, affichant des niveaux inférieurs ou analogues à ceux de novembre 2012. Sur la plupart des marchés, les prix du bétail, notamment des petits ruminants, sont restés stables ou ont augmenté au cours du deuxième semestre 2013. Les termes de l'échange sont en général plus favorables pour les pasteurs.
- Les projections établissant la population à environ 11,9 millions à la mi-2014 (y compris 2 millions de personnes environ rentrées en 2008), le déficit céréalier total qui ne sera pas couvert avant la prochaine récolte fin 2014 est estimé à environ 409 000 tonnes, soit environ 60 000 tonnes de moins que le déficit estimatif révisé pour 2013.
- À l'époque de la Mission, l'insécurité alimentaire qui sévissait dans le Soudan du Sud avait atteint son plus bas niveau en cinq ans; à peine plus de 3,7 millions de personnes (33,4 pour cent de la population) avaient une consommation alimentaire insuffisante en octobre 2013, contre 40 pour cent à la même époque l'an dernier.
- Cette amélioration de la sécurité alimentaire est contrecarrée par le conflit qui sévit dans le pays. Fin janvier 2014, le nombre de personnes déplacées est estimé à 863 000, dont 123 000 dans les pays voisins. Les affrontements militaires ont été particulièrement violents dans les États de Jonglei, de l'Unité et du Haut Nil, qui connaissent les niveaux d'insécurité alimentaire grave et les déficits céréaliers les plus élevés du pays et qui dépendent très étroitement des marchés pour les achats de denrées alimentaires de base.
- Selon l'analyse IPC préliminaire effectuée à la fin janvier 2014, environ 6 millions de personnes seraient en difficulté, en phase critique ou en situation d'urgence, soit 2 millions de plus qu'avant le conflit. Sur ce total, 3,2 millions sont en situation d'urgence ou de crise. Ces statistiques ne tiennent pas compte des 740 000 personnes déplacées dans le pays.
- L'insécurité persistante compromet les liaisons commerciales avec l'Ouganda, qui permettent d'acheminer les approvisionnements alimentaires dans toutes les régions du Soudan du Sud. Les effets de ces restrictions sur les marchés se font ressentir, car les ménages ont épuisé leurs réserves et commencent à dépendre davantage des marchés. Cette situation aura des incidences négatives sur la sécurité alimentaire des populations, y compris dans les régions éloignées des affrontements directs.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE,
ROME



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME

I3652F

VUE D'ENSEMBLE

Une Mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire s'est rendue au Soudan du Sud du 18 octobre au 29 novembre 2013 pour estimer la production céréalière et évaluer la situation globale de la sécurité alimentaire. Outre le personnel de la FAO, du PAM et du Ministère de l'agriculture, de la foresterie, du tourisme, des ressources animales, des pêches, des coopératives et du développement rural (MAF), la Mission était composée sur le terrain de représentants du Bureau national des statistiques, de la Commission pour le secours et la reconstruction du Soudan du Sud (SSRRC) et d'observateurs de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) par le biais de FEWSNet et de l'Union européenne par le biais du Centre commun de recherche de l'Union européenne. À Juba, la Mission a tenu des consultations avec des fonctionnaires du MAF, du Ministère du commerce et de l'industrie, du Ministère des finances et de la planification économique, du Bureau national des statistiques, de la SSRRC, de la Banque du Soudan du Sud, de la Banque agricole du Soudan du Sud, de la Banque mondiale, de la Commission européenne, d'USAID/FEWSNet, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ainsi que du personnel de terrain de la FAO et du PAM.

Au début de la Mission, les participants ont suivi une formation intensive de cinq jours sur les techniques de terrain. À la fin de la formation, ils ont été répartis en six équipes de terrain devant se rendre dans 55 comtés des 10 États du Soudan du Sud. Des informations sur la situation locale ont été obtenues à partir d'entretiens avec 491 informateurs clés et d'études agricoles individuelles. Les autorités compétentes au niveau des États ou à l'échelon local, telles que la SSRRC, les ministères de l'agriculture des États, les responsables officiels au niveau du district (payam) et du comté, le personnel des ONG, des banques agricoles de Juba, de l'Unité, de Renk et de Malakal et les institutions internationales basées sur le terrain figurent parmi les informateurs clés. Des études individuelles sur les ménages agricoles ont été sélectionnées sur une base aléatoire. En outre, des études ont été menées sur les résultats obtenus par des groupes d'agriculteurs travaillant ensemble, ainsi que sur les travaux agricoles de grande envergure effectués par les agriculteurs individuels, les entreprises agricoles, les négociants agricoles et les courtiers. Les résultats ont été validés par des observations faites sur le terrain lors de parcours en véhicule ou à pied à travers les exploitations des communautés rurales, et des études de cas auprès d'exploitations individuelles. Les données et analyses de l'indice différentiel normalisé de végétation, fourni par le service du PAM à Rome chargé de l'analyse de la vulnérabilité pour tous les États en 2013, ont été rapprochées des données pluviométriques locales et des descriptions concernant la pluviosité observée cette année. La Mission a effectué des observations des disponibilités et des prix sur les marchés des principaux centres, tout en analysant les données du PAM concernant les prix sur les marchés.

Conformément à l'approche adoptée les années précédentes, les calculs de la Mission concernant la production céréalière par comté sont fondés sur les estimations concernant trois variables: 1) estimations du nombre de ménages ruraux dans chaque comté ajusté en fonction du nombre de ménages touchés par les inondations (en utilisant des données tirées des dernières analyses de l'OCHA) et les dernières indications de l'OIM concernant le nombre de ménages agricoles parmi les réfugiés de retour au pays; 2) estimations de la superficie céréalière moyenne par ménage agricole pour chaque comté, ajustées en fonction des observations de la Mission lors des visites sur le terrain; et 3) estimations des rendements céréaliers moyens à long terme pour chaque comté, ajustées en fonction de la tendance identifiée lors des coupes-échantillons et des études individuelles menées par la Mission. Ces données sont ensuite réunies afin d'obtenir des statistiques de production relatives à chaque comté et État et, en définitive, au Soudan du Sud dans son ensemble.

Les conditions de croissance des cultures se sont généralement améliorées en 2013 par rapport à 2012. Avec des précipitations qui sont arrivées lentement dans le nord-est, pour s'installer de plus en plus rapidement en direction du sud et de l'ouest, la pluviosité est proche de la moyenne à long terme, voire supérieure. La répartition des pluies pendant la campagne a de même été favorable pour les agriculteurs, l'alternance d'épisodes de sécheresse et de fortes précipitations ayant été plus importante dans le nord-est que dans le sud-ouest du pays. En août et en septembre, des inondations localisées ont touché les cultures et les peuplements des États de Warrap, de Bahr el Ghazal Nord, du Haut-Nil, de l'Unité, de Jonglei, et des Lacs; toutefois, dans la plupart des cas, elles

n'ont ni empêché la récolte des cultures précoces ni compromis le développement des cultures de sorgho à maturation tardive et de celles mises en terre tardivement.

Les niveaux de ravageurs et de maladies touchant les cultures ont été normaux dans l'ensemble cette année et aucune invasion de ravageurs migrateurs n'a été signalée, seules les espèces locales d'oiseaux et d'animaux sauvages et des animaux d'élevage ayant suscité quelques problèmes. Comme il a été signalé l'an dernier, l'insécurité demeure un obstacle majeur qui empêche le pays de tirer pleinement parti de son potentiel agricole. Des incidents tels que les vols de bétail à main armée, les conflits entre les communautés et à l'intérieur d'entre elles et les activités des milices empêchent toujours les agriculteurs d'accroître les superficies cultivées dans les zones touchées.

S'agissant du secteur traditionnel, la superficie céréalière estimative récoltée en 2013 a augmenté de 2,84 pour cent par rapport aux estimations révisées de la Mission pour l'an dernier (1,17 million d'hectares), portant la superficie céréalière moyenne par ménage à 0,88 hectare. Le rendement céréalière moyen est estimé à 0,95 tonne par hectare, soit 9,2 pour cent de plus qu'en 2012 (0,87 tonne/hectare). La production céréalière nette, après déduction des pertes après récolte et de l'utilisation des semences, aurait augmenté d'environ 12,84 pour cent, passant de 790 439 tonnes en 2012 à 892 000 tonnes en 2013.

Avec une population qui devrait atteindre environ 11,9 millions de personnes à la mi-2014 (y compris environ 2 millions de personnes rentrées en 2008), dont la consommation céréalière individuelle avoisine 109 kg par an, les besoins en céréales pour 2014 sont estimés à 1,3 million de tonnes environ. Ainsi, le déficit céréalière global pour la campagne commerciale de 2014 est à 408 500 tonnes environ.

La production céréalière nette du secteur mécanisé est provisoirement estimée à 71 000 tonnes environ, et bien qu'une certaine quantité de sorgho produite par des agriculteurs basés au Soudan qui cultivent de part et d'autre de la frontière devrait être commercialisée au Soudan même, une quantité importante devrait être écoulee sur les marchés du Soudan du Sud, ce qui permettra des achats locaux.

Les prix du maïs et du sorgho d'origine locale sont en baisse sur la plupart des marchés depuis août 2013, du fait de l'accroissement des disponibilités issues des nouvelles récoltes, destinées tant aux marchés locaux qu'à la consommation individuelle des ménages. À la fin 2013, les prix dépassaient ou avoisinaient les niveaux constatés douze mois auparavant sur la plupart des marchés observés. Les prix du bétail, notamment des petits ruminants, sont restés stables ou ont augmenté au cours du deuxième semestre 2013 sur la plupart des marchés, ce qui, associé à la baisse des prix des céréales, a considérablement amélioré les termes de l'échange pour les pasteurs et par, conséquent, leur pouvoir d'achat.

La sécurité alimentaire s'était nettement améliorée dans le pays avant le début du conflit. L'insécurité alimentaire touchait 33,4 pour cent de la population (un peu plus de 3,7 millions de personnes), les niveaux d'insécurité alimentaire grave atteignant leur niveau le plus bas, soit 3,4 pour cent, après s'être stabilisés autour de 10 pour cent depuis 2009. Ces bons résultats étaient attribuables à deux bonnes récoltes et à la baisse des prix sur les marchés.

De graves affrontements ont commencé à la mi-décembre 2013 à Juba, et ont rapidement gagné l'Equatoria central et les États de Jonglei, de l'Unité et du Haut Nil à l'est. Les affrontements militaires directs sont restés limités à ces États, tandis que les autres États en ont subi les conséquences indirectes (afflux de populations déplacées et perturbation des voies commerciales).

Fin 2014, le conflit s'est soldé par le déplacement d'environ 63 000 personnes, dont 123 000 dans les pays voisins. C'est dans l'État de l'Unité que l'on compte le plus de personnes déplacées (188 000), tandis que dans les autres États touchés par le conflit on en compte 290 000 de plus, et 108 000 autres dans les États voisins des Lacs et de Warrap.

Les régions directement touchées par le conflit sont celles où la situation de la sécurité alimentaire était la plus mauvaise - avant le conflit, l'insécurité alimentaire avait considérablement augmenté tout au long de 2013 dans les États de l'Unité et de Jonglei, le premier enregistrant les niveaux les plus élevés d'insécurité alimentaire grave (8 pour cent). Ces deux États regroupent 60 pour cent de la

population en phase 3 (crise) selon l'IPC, et avec le Haut Nil, ils représentent plus de 60 pour cent du déficit céréalier national d'environ 400 000 tonnes. La dépendance à l'égard des marchés pour se procurer des aliments de base y est la plus élevée du pays.

Dans ce contexte médiocre, les affrontements qui ont sévi dans les États de Jonglei, de l'Unité et du Haut Nil ont entraîné la perte généralisée des réserves des ménages, aggravé le déficit céréalier en compromettant les cultures de sorgho du secteur mécanisé récoltées tardivement, détruit l'ensemble des infrastructures commerciales et perturbé les voies commerciales. Il est de plus en plus probable que cette aura des répercussions négatives sur la prochaine campagne agricole, à moins que les populations déplacées ne reviennent à temps pour le début des semis et que des intrants ne soient fournis au moment voulu. Autrement, le déficit céréalier s'accroîtra lors de la prochaine récolte, même si les conditions météorologiques sont bonnes.

Les ménages du pays, en particulier dans les États touchés par le conflit, dépendent fortement des marchés pour satisfaire leurs besoins en denrées alimentaires de base. Les marchés et les voies commerciales ont été considérablement perturbés dans les zones touchées par le conflit. Selon des informations récentes, la chute des prix attendue après la récolte a été éphémère et les prix remontent à l'approche de la période de soudure.

L'acheminement des produits dans la quasi totalité du pays se fait essentiellement par voie terrestre depuis l'Ouganda; si l'insécurité se propageait dans ce corridor vulnérable, cela perturberait les marchés dans les nombreuses régions du Soudan du Sud qui dépendent des flux commerciaux ougandais, juste au moment où les ménages commencent à compter sur ces marchés pour se procurer des vivres.

Selon l'analyse préliminaire post-conflit de l'IPC, environ 6,4 millions de personnes au total se trouvent désormais en phase 2, 3 et 4 (difficultés, crise et situation d'urgence), soit 2 millions de plus qu'avant le conflit. Sur ce chiffre, 1,1 million sont en phase d'urgence et 2,1 millions en phase de crise.

Le présent rapport a été établi par Mario Zappacosta et Ian Robinson pour la FAO et Rogério Bonifácio pour le PAM, sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM à partir d'informations officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

*Shukri Ahmed
Chef d'équipe, EST-SMIAR, FAO
Télécopie: 0039-06-5705-4495
Mél: giew1@fao.org*

*Valerie Guarnieri
Directeur régional, PAM
Télécopie: 0066-2-655-4413
Mél: valerie.guarnieri@wfp.org*

Veillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org <http://www.fao.org/giew1/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante : mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après :

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message :

unsubscribe SMIARAlertes-L

Veillez noter qu'il est maintenant possible de souscrire à des listes de distribution régionales pour recevoir les alertes spéciales et les rapports spéciaux de certaines régions uniquement : Afrique, Asie, Europe ou Amérique latine (SMIARAlertesAfrique-L, SMIARAlertesAsie-L, SMIARAlertesEurope-L et SMIARAlertesAL-L). Pour souscrire à ces listes, veuillez procéder de la même façon que pour la liste de distribution au niveau mondial.